



**3230000 Commission paritaire pour la gestion d'immeubles, agents
immobiliers et les travailleurs domestiques**

Prime pour présence obligatoire.....	2
Prime de fin d'année.....	4
Frais de transport.....	4
Pension complémentaire.....	4
Vêtements de travail.....	4

Les CCT mentionnées ci-après peuvent être consultées sur le site du SPF ETCS :
<http://www.emploi.belgique.be/searchCAO.aspx?id=4708>.



Prime pour présence obligatoire

Convention collective de travail du 22 novembre 1977

Convention collective de travail nr 31 du 22 novembre 1977 concernant les concierges d'immeubles a appartements

I. Champ d'application de la convention

Article 1^{er} La présente convention collective de travail s'applique aux concierges d'immeubles à appartements et à leurs employeurs et régit les conditions de travail spécifiques qui leur sont applicables. Cette convention collective de travail ne porte pas préjudice aux autres dispositions légales et réglementaires concernant entre autres le contrat de travail.

Commentaire

Il n'entre nullement dans les intentions des parties signataires de déroger au prescrit des dispositions légales et réglementaires qui régissent les conditions de travail des travailleurs concierges d'immeubles à appartements.

II. Horaire de travail

Article 2, alinéa 1 Sans préjudice des dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, le contrat de travail individuel des concierges d'immeubles à appartements mentionnera également l'heure de début et de fin de chaque prestation de travail journalière.

Alinéa 2 Les tâches à accomplir pourront cependant être exécutées en dehors des heures stipulées en vertu de l'alinéa précédent, lorsque cette exécution dans l'horaire prévu est empêchée par une circonstance ou un fait indépendant de la volonté du concierge ou de son employeur.

Article 3, alinéa 1 Les heures de présence obligatoire sans travail effectif ne peuvent dépasser 20 % de la durée des prestations effectives.

Alinéa 2 Elles doivent être fixées de façon précise dans le contrat.

Article 4 Lorsque le travailleur accomplit moins de 30 heures de travail effectif, la rémunération des heures de présence obligatoire visées à l'article 3 sera d'un tiers du salaire horaire déterminé conformément à l'article 10.

Article 5 Par dérogation aux articles 3 et 4, lorsque le travailleur accomplit 30 heures ou plus de travail effectif et dès que s'y ajoutent une ou plusieurs heures de présence obligatoire sans travail effectif, sa rémunération mensuelle correspondra au revenu minimum mensuel moyen garanti visé à l'article 10 de la présente convention collective de travail et ce, pour un horaire de 40 heures.



Article 6 Le total des heures de travail effectif et de présence obligatoire sans travail effectif ne peut dépasser 40 heures par semaine.

Article 7 Si aucune présence obligatoire sans travail effectif n'est prévue, le calcul de la rémunération s'effectuera en ne tenant compte que des heures effectivement prestées.

Article 8 Sans préjudice du prescrit de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, des tâches complémentaires ne peuvent être exécutées en dehors de l'horaire de travail fixé en vertu de l'article 2 de la présente convention collective de travail que moyennant accord des deux parties et pour autant qu'elles soient exceptionnelles.

Article 9 En dehors des horaires de travail ou de présence obligatoire fixés en application des articles 2 et 3 de la présente convention collective de travail, le travailleur est libéré de toute obligation vis-à-vis de l'employeur

Commentaire

Par "libéré de toute obligation envers l'employeur", on entend le fait que le concierge n'a plus aucune obligation ni de prestations, ni de présence. Ceci implique que le concierge peut disposer librement de son temps libre pendant cette période

III. Rémunération

Article 10 Le salaire horaire minimum pour rémunérer les prestations de travail effectuées conformément aux articles 2 et 3 de la présente convention collective de travail est fixé suivant la formule reprise ci-après : le revenu minimum mensuel moyen garanti fixé en vertu de la convention collective de travail nr 23 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal du 9.9.1975 (M.B. du 8.10.1975) divisé par 173. Cette formule sera adaptée automatiquement en cas de modification éventuelle de la durée hebdomadaire du travail. Le salaire horaire minimum ainsi fixé ainsi que les salaires horaires effectivement payés seront indexés de la même façon et aux mêmes époques que le revenu minimum mensuel moyen garanti.

IV. Dispositions transitoires

Article 11 Au plus tard 4 mois après la signature de la présente convention collective de travail, les contrats individuels seront adaptés aux dispositions de cette convention collective.

Commentaire

Il y a lieu de faire en sorte que l'application de la convention collective crée pour toutes les parties une sécurité juridique plus grande. Ceci justifie un délai d'adaptation suffisant, devant permettre aux parties de mettre au point de façon précise les bases de leurs relations futures.

V. Entrée en vigueur



Article 12 La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juin 1977. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Prime de fin d'année

Convention collective de travail du 28 novembre 2014 (124984)

Octroi d'une prime de fin d'année

Tous les articles

Durée de validité : 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée

Frais de transport

Convention collective de travail du 25 avril 2019 (152038)

Fixation de l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des travailleurs

Tous les articles

Durée de validité : 1^{er} juillet 2019 pour une durée indéterminée

Pension complémentaire

Convention collective de travail du 25 juin 2014 (122998)

CCT concernant le plan social sectoriel de pension

Tous les articles

Durée de validité : 1^{er} avril 2014 pour une durée indéterminée

Vêtements de travail

Convention collective de travail du 25 avril 2019 (161604)

CCT concernant les vêtements de travail

Tous les articles

Durée de validité : 1^{er} janvier 2019 pour une durée indéterminée